

Coup de chapeau à Gilles Platret, maire de Chalon-sur-Saône qui a boycotté Macron

écrit par Christine Tasin | 8 février 2019

Monsieur le Président de la République,

En marge de votre déplacement dans la région d'Autun demain jeudi, vous m'avez fait parvenir, ainsi qu'à quelques autres maires du département, la proposition de vous rencontrer.

J'ai décidé de ne pas y répondre favorablement.

Il n'est certes pas d'usage d'opposer un refus à une proposition de rencontre émanant du Président de la République.

J'aurais pu, dans le quasi huis clos de cette séquence à la sous-préfecture d'Autun, vous dire de vive voix les reproches que j'ai, ainsi que quelques millions de Français, à vous adresser. Mais me rendre auprès de vous dans les circonstances présentes et dans le contexte que vous avez-vous-même façonné pour vous déplacer en province depuis quinze jours eût été apporter une caution à ce qui m'apparaît comme une manœuvre électorale.

Je m'y refuse. Voilà pourquoi, ne voulant pas ajouter le silence à l'absence, je vous écris aujourd'hui.

La situation n'a jamais été aussi tendue en France. J'ignore si vous l'avez justement mesuré, mais nous venons collectivement de traverser une situation insurrectionnelle inédite sous la V^e République. Or, si, en apparence, la braise a provisoirement refroidi, le feu n'est pas éteint de l'incendie que vous avez allumé.

Je dis « vous », Monsieur le Président de la République, quoique je ne veuille pas négliger ce qui, par le passé, a pu décevoir les Françaises et les Français et faire peu à peu monter en eux une exaspération désormais manifeste. Mais ce serait manquer de clairvoyance que de prétendre que vous ne seriez pas responsable du déclenchement de l'explosion populaire que nous vivons depuis douze semaines.

Macron continuait en Bourgogne hier son tour de France, comme une rockstar décadente... une tournée d'adieu ? Si seulement ?

https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/02/07/grand-debat-emmanuel-macron-a-la-rencontre-de-jeunes-en-bourgogne_5420461_823448.html

Seul un Maire a eu le courage de décliner l'invitation et de

s'en expliquer sans langue de bois :

La rencontre a été boycottée par Gilles Platret, maire Les Républicains (LR) de Chalon-sur-Saône et porte-parole de son parti, pour qui la visite du chef de l'Etat « *est un énième déplacement destiné à occuper le territoire, une campagne électorale qui ne dit pas son nom* ».

Nous l'avons déjà dit et répété, et sommes donc tout à fait en accord avec Gilles Platret.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/01/28/y-a-t-il-des-comptes-de-campagne-ouverts-pour-la-campagne-des-europeennes-que-mene-macron/>

Mais l'ensemble de la lettre qu'il a envoyée à Macron est intéressante, avec nombre d'arguments que les Gilets Jaunes seraient bien avisés de reprendre et de défendre :

-le feu n'est pas éteint de l'incendie que vous avez allumé

-vous êtes en campagne électorale pour En Marche

-Etre la clé de voûte des institutions, incarner la République, impose une vraie hauteur de vue. Le compte n'y sera assurément. pas demain...

Monsieur le Président de la République,

En marge de votre déplacement dans la région d'Autun demain jeudi, vous m'avez fait parvenir, ainsi qu'à quelques autres maires du département, la proposition de vous rencontrer.

J'ai décidé de ne pas y répondre favorablement.

Il n'est certes pas d'usage d'opposer un refus à une proposition de rencontre émanant du Président de la République.

J'aurais pu, dans le quasi huis clos de cette séquence à la sous-préfecture d'Autun, vous dire de vive voix les reproches que j'ai, ainsi que quelques millions de Français, à vous adresser. Mais me rendre auprès de vous dans les circonstances présentes et dans le contexte que vous avez-vous-même façonné pour vous déplacer en province depuis quinze jours eût été apporter une caution à ce qui m'apparaît comme une manœuvre électorale.

Je m'y refuse. Voilà pourquoi, ne voulant pas ajouter le silence à l'absence, je vous écris aujourd'hui.

La situation n'a jamais été aussi tendue en France. J'ignore si vous l'avez justement mesuré, mais nous venons collectivement de traverser une situation insurrectionnelle inédite sous la V^e République. Or, si, en apparence, la braise a provisoirement refroidi, le feu n'est pas éteint de l'incendie que vous avez allumé.

Je dis « vous », Monsieur le Président de la République, quoique je ne veuille pas négliger ce qui, par le passé, a pu décevoir les Françaises et les Français et faire peu à peu monter en eux une exaspération désormais manifeste. Mais ce serait manquer de clairvoyance que de prétendre que vous ne seriez pas responsable du déclenchement de l'explosion populaire que nous vivons depuis douze semaines.

Vous avez trop attaqué les Français, dans leur détresse même, pour ne pas leur donner l'image d'un mépris glaçant juché au sommet même de la République. Vos mots furent des coups, qui les ont maintes fois blessés depuis deux ans.

Et ces Gaulois réfractaires, que vous moquiez tant depuis l'étranger, vous ont donné un aperçu de ce qu'est la colère d'un peuple humilié. Ils ont eu raison. Cent fois raison.

Car on ne flétrit pas sans risque le grand peuple français, qui a gagné cent batailles, renversé l'arbitraire avec la Bastille, détrôné plusieurs despotes et constamment manifesté le plus bel esprit de Résistance.

Un peuple épris de liberté, qui ne vit pas son Histoire uniquement dans les livres, mais qui la fait aussi avancer dans la rue. Vous l'apprenez à vos dépens. En avez-vous tiré les leçons ? C'est là qu'est mon doute.

Car pour gagner du temps et vous rétablir contre la volonté populaire, vous multipliez les tentatives depuis maintenant deux mois.

Ainsi, vous lancez un « grand débat national » et prenez pour cela la peine de nous écrire une longue lettre. Il y manque pourtant un élément qui emporte tous les autres : que ferez-vous des demandes qui émanent du peuple ? Vous ne vous êtes nullement engagé sur ce point. Autant demander à quelqu'un de se lancer tête baissée dans un jeu sans lui en donner les règles...

Il n'est pas difficile de comprendre que jaillira de cette ambiguïté un flot redoublé de mécontentements, qui ne peuvent que nous faire craindre le pire pour demain.

Mais avant cela, vous aurez gagné du temps. Et dans l'impasse dans laquelle vous vous êtes jeté, vous n'avez qu'une seule ressource : occuper le terrain, le saturer de votre présence pour mieux masquer le gouffre que vous avez ouvert sous vos pas.

C'est précisément ce qui vous amène demain à Autun.

Après Grand-Bourgtheroulde, Souillac, Valence et Evry-Courcouronnes, vous voici de nouveau prêt à retrousser les manches de chemise pour vous donner des allures de champion.

Mais, tel le roi d'Andersen, vous êtes nu, Monsieur le Président. Le fil de la confiance populaire s'est définitivement rompu.

Il n'est plus possible aux Français d'ignorer que vous êtes en campagne électorale pour le compte de la formation politique que vous avez créée, à l'approche d'élections européennes si importantes pour le destin de notre continent.

Il n'est plus possible aux Français de nier l'évidence : vous vous lancez dans un one-man-show destiné à occuper la galerie alors que votre pouvoir vacille.

La rencontre avec une poignée de maires n'est là que pour vous fournir une utile apparence d'attention à l'égard d'élus locaux que vous avez tellement maltraités en 2017 et 2018. Je ne doute pas que ceux de mes collègues qui iront à votre rencontre de bonne foi auront le sentiment de faire leur devoir. Je les connais et les apprécie, je n'ai donc nulle critique à formuler à leur endroit.

Mais, peut-être plus effronté qu'eux et sachant ce que je sais de vos agissements que j'observe au quotidien, je ne peux me faire l'instrument volontaire de votre opération de récupération.

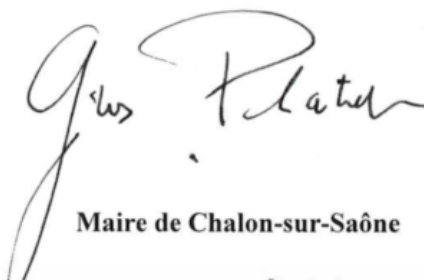
Elle vous place, sachez-le, très en-deçà du degré d'exigence que le peuple français est en droit de nourrir vis-à-vis de celui qui préside aux destinées de la République.

Notre Constitution fait de vous un arbitre institutionnel et le garant de la continuité de l'Etat. Être la clef de voûte de nos institutions, incarner la République, impose une véritable hauteur de vue. Le compte n'y sera assurément pas demain, à l'occasion de ce nouveau meeting électoral commencé par la mise en scène de la sous-préfecture d'Autun et retransmis par la suite en direct pendant des heures sur les chaînes d'information en continu.

Je m'abstiendrai donc d'y paraître.

Je vous adresse, Monsieur le Président de la République, mes salutations républicaines les plus exigeantes.

Gilles PLATRET

A handwritten signature in black ink, reading 'Gilles Platret'. The signature is fluid and cursive, with a large initial 'G' and a long, sweeping underline.

Maire de Chalon-sur-Saône

Pour toute correspondance écrire à Monsieur le Maire

HÔTEL-DE-VILLE DE CHALON-SUR-SAÔNE

CS 70092 - 71321 Chalon-sur-Saône Cedex

Tél. : +33 (0)3 85 90 50 50

www.chalon.fr

Et nous aimons particulièrement ce Maire (dont on se demande ce qu'il fait bien aux LR du dhimmi Wauquiez) qui, comme Julien Sanchez, Maire de Beaucaire, et quelques autres, se bat pour refuser les repas de substitution dans les cantines de sa ville.

C'est une véritable saga, il s'est battu comme un beau diable, mais les salauds aussi et sont pour le moment vainqueurs, grâce à une justice pourrie. Mais l'affaire est et en cassation et en Conseil d'Etat... le Maire refusant de baisser les bras.

En 2015, nouvellement élu, le Maire de Chalon sur Saône décide de supprimer les repas de substitution qui existaient depuis 1984 (on ne remerciera pas l'ancien Maire et Ministre Dominique Perben)

La Ligue Judiciaire des musulmans de l'avocat des voyous Achoui porte plainte, avec 3 parents d'élèves musulmans...

Et le tribunal administratif de Dijon de condamner le Maire.

<http://resistancerepublicaine.com/2017/08/26/les-juges-dhimmis-du-tribunal-administratif-de-dijon-imposent-le-sans-porc-dans-les-cantines/>

Ce dernier fait appel... et est à nouveau condamné par la Cour

d'appel de Lyon en 2018 à rétablir les repas de substitution.

<http://resistancerepublicaine.com/2018/10/29/repas-de-substitution-a-chalons-sur-saone-laicite-et-democratie-pietinees-par-les-juges-en-appel/>

Il s'y refuse et fait appel au Conseil d'Etat et au Conseil Constitutionnel...

Attendons la suite, même si nous n'avons plus vraiment confiance en nos institutions gangrénées par ceux qui les dirigent et qui sont à la solde du pouvoir.

En attendant coup de chapeau à ce Maire courageux et libre. Il sait, comme nous savons que rien ne lui sera pardonné, que tout, pour lui, sera difficile, et qu'il devra apprendre à se passer de subventions...

Bravo et courage !